

## **VŒUX DU MAIRE - 18 JANVIER 2019 -**

Tout au long d'une année il existe de multiples opportunités de rencontres, de multiples raisons pour se souhaiter les meilleures choses possibles. Toutefois, la période consacrée est bien celle du début de l'année. Aussi, je me réjouis de votre participation, Madame, Monsieur, mes chers collègues élus, et particulièrement vous, chers pfastattoises et chers pfastattois, à cette traditionnelle soirée des vœux et je me joins aux salutations de ma première adjointe.

En clôturant une année, faut-il en faire le bilan ? Cette question se pose à chaque fois et, en réalité, même si l'histoire est un éternel recommencement, les situations se présentent sous un jour nouveau. C'est plutôt « l'histoire humaine » qui suscite ce genre de commentaire et je ne m'aventurerai pas sur ce terrain qui peut, de temps à autre, laisser un goût amer, où, au contraire, générer des joies nouvelles. Cette histoire humaine, chacun doit la vivre à sa manière l'essentiel étant d'y trouver son compte. Toutefois, pour un élu, il s'agit aussi de trouver le juste milieu pour que la majorité y trouve son compte

La vie publique, elle, est exposée au grand jour. Critiques ou louanges en sont le lot habituel. Toutefois, lorsque l'on a quelques responsabilités, l'on s'expose d'avantage à la critique qu'aux louanges. Le rôle des élus de votre commune, n'est pas de se soucier de ce mécanisme, mais bien évidemment de veiller à l'intérêt collectif. Cet intérêt collectif se heurte souvent à l'intérêt particulier, lors des entrevues élus/habitants, et force est de constater que les deux sont quelques fois inconciliables.

Comme des millions de nos concitoyens, j'ai été attentif aux vœux que nous a présenté le Président de la République, le soir de la Saint Sylvestre. Et au cours de ce rituel républicain où, il faut bien le dire, les surprises sont rares, Emmanuel Macron m'a surpris en faisant, pour premier vœu, un vœu de vérité. Il nous appelait à refuser les mensonges et les dénis de réalité et à cet instant précis un seul mot me vient à l'esprit : « Enfin !... ».

Enfin ! Tant il est vrai que nous vivons des temps où le débat public s'est exonéré de l'exigence de vérité qui, pendant longtemps, était vécue comme un minimum moral. Et je parle de politique sur le plan international. Que ce soit le rapport que Donald Trump, Président des Etats-Unis, entretient avec la vérité, ou les torrents de mensonges déversés à l'occasion de certaines campagnes électorales, ou encore l'intervention, dont on ne connaît pas avec exactitude la réalité, de la Russie dans la campagne américaine de 2016 pour démolir à coups de mensonges la candidature d'Hillary Clinton. Nous sentons tous, pour le dire en termes imagés, que le mensonge a changé d'échelle.

Chez nous, en France, aujourd'hui, avec le débat initié par le mouvement des Gilets jaunes pourrions-nous échapper à ce travers ?

La violence, intolérable, inexcusable, observée dans de nombreuses grandes villes, et surtout à Paris, ne doit pas occulter la difficulté et le désarroi de nos compatriotes. Le chef de l'État et le gouvernement doivent d'urgence renouer le lien de confiance avec les Français, lien qui s'est totalement distendu. A ce propos l'initiative du président de la République, avec la rédaction de sa lettre aux Français est un risque considérable. C'est une consultation nationale sans précédent, Emmanuel Macron ne pourra pas ruser, sauf à subir un désaveu total.

Soyons clair, je suis de ceux qui pensent que les Gilets jaunes ont posé deux questions centrales pour la vie sociale et politique de notre pays : celle du partage de l'effort fiscal entre les Français et celle de l'amélioration du fonctionnement de notre démocratie française.

Une femme "gilet jaune" a récemment déclaré : "Nous étions tout d'abord en colère, puis nous étions énervés et, face à l'incapacité du pouvoir de nous entendre, nous sommes devenus enragés."

La crise que traverse notre pays est le fruit d'années de frustration et de déception, exacerbées par dix-huit mois de déconnexion et de mépris, dix-huit mois d'une politique hors sol, dictée par une vision centralisatrice du pouvoir et des petites phrases polémiques. Elle est l'expression d'une France fracturée. Cette monarchie républicaine à la française, où toutes les décisions sont prises par un seul homme, nos compatriotes n'en veulent plus. Enfin, il est temps de mettre fin à ce sentiment d'abandon que ressentent les Français de nos campagnes.

Le coup d'envoi de la vaste consultation est donné, pour se terminer le 15 mars. Donc, allons-y, lançons ce grand débat, qui ne doit pas être juste un grand déballage en rappelant cette phrase de Beaumarchais : « les commentaires sont libres, les faits sont sacrés ».

Le gouvernement a choisi quatre thèmes : la transition écologique, la fiscalité et les dépenses publiques, la démocratie et la citoyenneté et pour finir l'organisation de l'Etat et des services publics.

Dans sa lettre le Président écrit : « Les maires auront un rôle essentiel car ils sont vos élus et donc l'intermédiaire légitime de l'expression des citoyens ». Il aurait peut-être pu y penser en novembre 2018 lors du 101<sup>e</sup> congrès des maires de France à Paris, congrès qu'il a boudé ! Lors de l'édition 2017, devant des milliers de maires, Emmanuel Macron avait pourtant dit : « Je m'engage à une chose, si vous l'acceptez, c'est venir chaque année rendre compte des engagements que je viens de prendre parce que c'est cela l'esprit de responsabilité dans la République », un rdv manqué ou un mensonge de plus ?!

Toutefois, je veux remplir le rôle de l'élu de proximité et serai à l'écoute pour faciliter toutes vos demandes tant qu'elles seront respectueuses de cet esprit de débat démocratique que nous devons avoir en partage.

Aussi, à Pfastatt, vos élus ont pris la décision d'organiser une soirée de rencontre avec la population. Soirée où nous serons votre plume, avec la volonté de transcrire fidèlement vos demandes et transmettre le compte-rendu aux responsables nationaux. Notez la date : mardi 5 février à 19h et allez sur le site de la commune : [www.pfastatt.fr](http://www.pfastatt.fr) pour vous inscrire. Cette inscription est indispensable afin de réserver une salle adaptée au nombre de personnes présentes. Par ailleurs, un cahier de doléances est ouvert à l'accueil de la mairie.

Reste une série de questions qui nous taraudent tous : est-ce que cela va marcher ? La participation citoyenne sera-t-elle bien au rendez-vous ? Ce débat sera-t-il utile ? Et le gouvernement en tiendra-t-il compte ?

Car il va bien falloir sortir de cette crise. Et de sorties envisageables, il ne faut pas se payer de mots, il n'y en a que deux possibles : soit par la violence, soit par la politique et la démocratie.

La politique et la démocratie, cela passe par des mesures soutenant les Français les plus modestes. Par exemple par une baisse des cotisations sur les revenus les plus faibles pour augmenter les salaires nets, mais aussi par une revalorisation des petites retraites et la fin de leur désindexation. Par une réflexion approfondie sur la notion même du SMIC : le salaire minimum de croissance, cela correspond dans les textes au salaire horaire minimum légal que le salarié doit percevoir, mais est devenu la référence, alors qu'il était, *à la base*, destiné aux personnes sans qualification.

Il est également temps de répondre à l'aspiration d'une démocratie renouvelée. Cela passe par le choix de la proximité dans l'exercice du pouvoir et donc plus de place faite aux acteurs locaux, aux corps intermédiaires et moins de verticalité.

La violence, je m'y opposerai de toutes mes forces car cela bafouerait nos institutions et notre démocratie. La violence prépare la route aux régimes, d'abord autoritaires, puis finalement totalitaires et vers l'affrontement d'une partie du pays contre une autre. Il est donc plus que temps que la violence ordinaire de chaque acte, de chaque samedi prenne fin.

En réalité, la vérité macroéconomique du pays s'impose à toutes les personnes intellectuellement honnêtes.

Oui, la France est championne du monde des taxes avec des prélèvements obligatoires représentant 48% de son produit intérieur brut pour une moyenne de 40% dans l'Union Européenne.

Oui, la France est aussi championne du monde des dépenses publiques qui représentent 57% de ce même PIB pour une moyenne dans l'Union Européenne de 44%, et pourtant les services publics s'éloignent.

Oui, la France a des finances publiques déficitaires, 61 Mds € en 2017, et une dette publique qui a atteint les 100% de notre PIB.

Mais cela ne veut absolument pas dire que l'on ne peut pas changer la réalité du partage des richesses en France. Toutefois, il n'y a pas de baguette magique, pas de tour de passe-passe possible, on ne ramera pas gratis demain ! Si l'on veut vraiment agir il faut mettre en œuvre un rééquilibrage fiscal, car le chemin prit creuse l'écart en riches et pauvres.

La France se transforme progressivement en pays de services et se désindustrialise. C'est le début de la descente aux enfers. Un pays comme le nôtre ne peut vivre sans produire. Il nous reste les grands, ceux de l'industrie aéronautique, ceux de l'automobile, ceux du secteur de la défense. Nous formons dans nos universités des têtes, capables de relever les plus grands défis, faisons en sorte qu'ils puissent œuvrer chez nous.

Mais faisons aussi en sorte que la classe laborieuse puisse vivre d'un salaire décent permettant de consommer, ce qui relance l'activité. Ce ne sont pas avec des aides ponctuelles qu'il faut vivre, mais, comme exprimé par les gilets jaunes : « on veut vivre de notre travail, de notre savoir-faire ».

En début de propos je vous parlais de ce vœu de vérité. Justement, l'explosion des moyens de communication, je ne parle pas des institutionnels, mais de la montée en puissance des réseaux sociaux, est clairement une des causes de ce phénomène, en nous enfermant dans des communautés relativement étanches en termes de conviction. Notre sens critique recule avec la diminution de notre temps d'écoute ou de lecture de points de vue contraires au nôtre. Pourquoi le respect de la vérité des faits recule-t-elle dangereusement dans notre pays ? Je n'ai pas les moyens de répondre à une question de cette ampleur.

Comme la plupart d'entre vous, je surfe sur la toile ou je reçois des mails de la part de mes nombreux correspondants. Plus que la moitié des informations que l'on croit m'apporter, sont en réalité des vérités déformées ou tout simplement des mensonges. On ne se donne plus la peine de vérifier ses sources, comme le font les vrais professionnels, on diffuse. Et lorsque je me donne la peine d'approfondir, je me rends bien compte qu'il s'agit de lobbyistes, de groupes de pression, qui tentent de

faire passer des messages et peu importe la vérité transformée, ou plus simplement le mensonge. On détruit, sciemment on cherche à détruire.

Ne nous trompons pas. Ce combat pour la vérité est un combat permanent dans l'Histoire des Hommes et rappelons-nous, croyants ou pas, de l'échange glaçant entre Jésus « je suis venu rendre témoignage à la vérité » et Ponce-Pilate : « Qu'est-ce que la vérité ? ».

Oui, la tentation de s'affranchir de l'obligation de vérité est permanente. Mais, parce que les technologies donnent des moyens considérables à ceux qui diffusent des mensonges pour un intérêt ou pour un autre, alors nous sentons bien qu'un combat majeur est en train de s'engager actuellement sur ce terrain-là.

Pour reprendre la démocratie en main, nous ne ferons pas l'économie de remettre la vérité au centre des valeurs fondatrices de la vie citoyenne. Et plus spécialement, notre justice devra sanctionner très sévèrement celles et ceux qui utilisent le mensonge, les faux témoignages, la diffamation comme des outils personnels pour leur promotion sociale.

Mais, c'est en fin de compte, à chaque citoyen de se vacciner contre le mensonge.

A chacun de nous, à notre époque, celle des réseaux sociaux, de s'imposer cette hygiène de vie intellectuelle, sur toutes les questions importantes pour nous, il est capital d'écouter, de lire la diversité des points de vue existants, de sortir de son confort, de sa communauté de pensée avec cette humilité en tête : « et si l'Autre avait raison ? ».

« Vaste Programme » se moqueront les cyniques.

Je peux vous citer de nombreux exemples, bien d'actualité.

L'une des revendications des « gilets jaunes » est la taxation des carburants. On nous explique que le réchauffement climatique est dû, en grande partie à l'activité humaine, dont acte ! Visons les responsables : rendons le carburant hors de prix et attaquons-nous particulièrement au diesel que l'on décrit comme très polluant. On nous explique que la raison en sont ses particules fines, peut-être, certainement même, pour les véhicules diesel d'avant 2011, mais plus depuis la génération des véhicules équipés de filtres à particules qui piègent 99% des émissions.

Pourtant taxons d'avantage le diesel, sans distinction d'âge. Mais où est l'exemple de vérité que je cite plus haut ? J'y viens : il est grand temps d'apporter quelques petites précisions. Techniques d'abord : différents produits sont issus de la distillation du pétrole dans une raffinerie, il n'y a pas d'essence, de fuel, de GPL ou de bitume, sans y avoir également du gazole.

Ce dernier représente 21% de la masse distillée, et 45% pour l'essence. Il faut donc le consommer et c'est dans les années 60 que les constructeurs automobiles ont développé les moteurs diesel de petite cylindrée, pour consommer ce gazole en surplus. Le succès de ces moteurs, favorisés par une fiscalité moindre sur le gazole, a donc été fulgurant. A l'époque la presse affirmait même qu'il polluait moins que le moteur à essence.

Vous l'aurez compris, le succès du diesel a inversé la tendance et il existe, aujourd'hui en France, un gros déséquilibre entre la demande d'essence et de gazole. Comment revenir à l'équilibre pour les pétroliers : faire une campagne de dénigrement du moteur diesel. On façonne l'opinion avec l'aide des pouvoirs publics!

Pourquoi n'a-t-on pas simplement expliqué à nos concitoyens qu'il s'agit d'un problème de production et d'équilibre commercial ? De toute évidence, l'annulation pour l'année 2019 des taxes sur les carburants, les mesures sur le contrôle technique, l'électricité et le gaz sont insuffisantes. Considérons que la maîtrise du réchauffement climatique n'est pas antinomique de la justice sociale, et que la politique de transition écologique doit être redistributive, par les activités économiques qu'elle peut générer ou par la diminution de la facture énergétique sur les besoins fondamentaux, redistributive et non punitive.

Nos compatriotes ne contestent pas l'urgence environnementale mais ils ont le sentiment que l'effort principal est demandé à ceux qui ont le moins de moyens pour y contribuer.

Autre exemple. Notre Président, dans sa campagne électorale, estimait que l'impôt en France était calculé de manière injuste. Oui, il avait raison.

Première mesure : suppression de la taxe d'habitation. Pourquoi pas. Mais suppression progressive. D'abord les plus défavorisés, cela se comprend, et totale d'ici 2020. Or le Ministre de l'économie, Bruno Le Maire déclarait il y a moins de deux semaines qu'il entend conserver cette taxe pour 20 % des ménages. Loïc Hervé, Sénateur, Secrétaire de la commission de lois constitutionnelles pose cette juste question : « comment un impôt présenté pendant des mois comme le comble de l'injustice pourrait-il être maintenu partiellement ? Quelle cohérence pour les contribuables ? Quelle cohérence pour les collectivités ? »

Deux jours plus tard, volte-face, le Ministre s'exprime ainsi : « J'ai dit que je souhaitais la disparition à terme de la taxe d'habitation parce que cet impôt est injuste et pas compréhensible.... Cela n'interdit pas que ce sujet fasse partie du débat que nous aurons sur la fiscalité. Nous n'allons pas décider à l'avance de son issue. » Et de conclure: « J'ai redit qu'il fallait aller au bout de la suppression de la

taxe d'habitation. Aller au bout de la suppression de la taxe d'habitation cela veut dire aller au bout de la suppression de la taxe d'habitation. » L'avez-vous bien compris ?

Et j'évite le sujet des promesses électorales faites aux retraités. D'ailleurs la réforme des retraites devait intervenir au début de cette année ? Le sujet n'est pas évoqué par le Président dans sa lettre.

Il existera toujours une injustice fiscale, tant qu'un seuil sera établi entre ceux qui payent l'impôt et les autres. Il suffit d'être augmenté de quelques € pour passer dans la catégorie de ceux qui payent et du coup gagner moins en ayant plus en haut de la fiche de paye !

Difficile de faire la part des choses et comme le disait le Général Charles De Gaulle : « Comment voulez-vous gouverner un pays où il existe 258 variétés de fromage ? » Et cette affirmation est très en-dessous de la réalité. A ce jour : il y aurait 1 200 fromages répertoriés par le Centre national interprofessionnel de l'économie laitière.

Je tourne cette page politique, non sans vous exprimer mon profond désarroi sur la situation que vit notre pays et que notre gouvernement a tardé à prendre en mains.

Mais il est temps de parler de Pfastatt, notre chère cité.

Par ma bouche, j'exprime la position de vos élus, adjoints et conseillers :

Oui nous voulons garder le bien vivre à Pfastatt

Oui nous sommes à votre écoute

Oui nous souhaitons répondre à tous vos souhaits

Oui nous avons des cartons pleins de projets

Mais NON, nous ne ferons pas tout...et tout de suite.

La raison en est simple. D'abord l'indispensable, puis l'essentiel, puis l'agréable et enfin le superflus. Mais pour en arriver là, il faudra compter sur beaucoup de patience et d'indulgence. La priorité des uns n'est pas celle des autres. Chaque projet possède une case finance et cette case ne se remplit qu'avec la volonté de l'Etat. Or, depuis plusieurs années nos dotations sont en baisse et nos obligations légales et de mise aux normes augmentent, les dépenses avec ! Nous sommes en 2018 à 43% de dotation financière d'Etat en moins. Nous avons réduit tout ce qui a été possible de réduire et sommes « à l'os » !

Il ne suffit pas de « traverser la rue pour trouver du travail », du travail nous en avons, beaucoup, au sein de la collectivité, mais pas les moyens d'embaucher, cela est vrai aussi pour de nombreuses entreprises privées.

Demain, la suppression de la Taxe d'Habitation représentera 300 000 € de perte dans le budget communal, certes compensés par l'Etat, qui lui-même devra

rechercher des financements nouveaux pour 10 milliards d'€, c'est le coût de cette réforme. Réforme à double tranchant car elle enlève la seule autonomie financière qui restait aux collectivités.

Pour autant, en 2018 nous avons lancé la construction d'une nouvelle école maternelle, associée à un périscolaire financé par la M2a, tous deux nécessaires devant l'évolution démographique de Pfastatt. Des travaux importants à la salle polyvalente pour une meilleure isolation thermique et la suppression d'un point noir qu'était sa toiture en fibrociment.

Consciente de l'augmentation de la circulation et des problèmes posés, la municipalité a décidé la création d'une commission spécifique chargée d'étudier un nouveau plan de circulation. Là aussi il faudra être patient, ce travail est de longue haleine et les habitants seront consultés quartier par quartier. Un premier essai, avec l'approbation des riverains, va se mettre en place dès la semaine prochaine rue Antoine Schoff.

A ce propos, un chantier d'envergure vient de démarrer rue de la République. Il s'agit du renforcement du réseau d'eau qui dessert Pfastatt et Lutterbach. Renforcement indispensable pour garantir une pression suffisante dans les réseaux et particulièrement en cas d'utilisation par les Sapeurs-pompiers. Je salue ces derniers et les remercie pour leur travail inlassable et quasi quotidien. Les interventions sont nombreuses et variées.

Pfastatt la dynamique, dynamique par ses associations et la qualité des prestations servies. Dans le domaine sportif, comme dans le domaine culturel, nous apprécions toutes et tous de pouvoir nous exprimer sur un plateau sportif ou sur une scène de théâtre ou encore d'apprendre un art nouveau ou un instrument de musique et vous en avez eu le plus beau témoignage en ouverture de cette soirée.

Des questions se sont posées lorsque la presse s'est faite l'écho d'un rapprochement des clubs de basket de Pfastatt et de Mulhouse. L'explication est simple, pour réussir et monter dans les échelons, deux clubs de nationale 2 dans une même agglomération, cela avait peu de sens, autant en terme de capacité de salles que de financement. L'alliance qui s'est opérée est issue de la réflexion et de la seule volonté des clubs et de leurs dirigeants, vos élus ayant été les accompagnateurs. Je leur rends un hommage soutenu et Pfastatt se positionne aujourd'hui comme le club phare dans la formation des jeunes, creuset des gloires futures de la N2 et certainement bientôt de la N1. Je ne ferai pas le tour d'horizon de tous nos clubs, mais ne peux manquer de souligner la longévité des résultats exceptionnels de la GR de l'Espérance.

Notre MJC La Bobine se développe grâce à un nouveau partenariat avec les communes voisines, Richwiller et particulièrement Lutterbach, commune avec laquelle nous développons également une police pluri-communale, pour plus d'efficacité et plus de sécurité.



L'animation des rues grâce au magnifique défilé de notre association carnavalesque, dirigée par un grand spécialiste, Jean Pozzo, et la traditionnelle fête de la tarte aux quetsches organisée de main de maître par nos commerçants, font partie de ces réussites qui nous réjouissent.

Mais Pfastatt, c'est aussi un peu de l'agglomération - la M2a - et je remercie son président, Fabian Jordan, pour son ouverture et sa direction dynamique. Vous ne savez certainement pas tout ce que cette agglomération apporte à notre cité, d'abord nous faisons ensemble ce qui est impossible de faire seul et surtout nous veillons au futur de notre territoire. Mais mieux qu'un discours, je vous propose de visionner un court métrage qui vous rend compte des attributions de la M2a.

#### FILM M2a

Dans ce même cadre, la commune est partie prenante du SIVOM, un syndicat technique qui gère entre autre, notre assainissement, l'usine de traitement des eaux usées et de l'incinération des déchets.

Vous l'aurez peut-être lu dans le bulletin communal, Pfastatt va passer au tri sélectif au mois de juin. Là aussi, une courte projection explicative, mais n'ayez crainte des ambassadeurs du tri passerons chez vous pour toute explication souhaitée.

#### FILM tri sélectif

Comment terminer sur une note de bonne humeur ?

Tout simplement en vous parlant de l'engagement citoyen. 2018 aura été la 6<sup>e</sup> année de l'engagement des pfastattoises et des pfastattois dans la journée citoyenne. Lancée modestement par les élus de la commune de Berrwiller, elle est aujourd'hui un phénomène national.

C'est créé du lien, tout en étant utile. C'est un engagement au service de la collectivité que l'on aime. C'est une intégration pour la population nouvelle. C'est un moment de convivialité et de bonheur partagé.

Cette journée a aussi été le déclencheur d'une équipe de bénévoles qui s'est constitué autour d'un projet. Depuis deux ans, ces femmes et ces hommes participent à la réalisation du marché de Noël. Ils ont mis leurs compétences et leur savoir-faire au service du plus beau des marchés de Noël.

C'est tout cela la journée citoyenne, du plus jeune au plus âgé, on leur trouve toujours une action utile qui entre dans leurs compétences.

Prenez date pour le 25 mai 2019, prochaine journée et pour vous donner envie, voyons ce petit film qui retrace 2018.

## FILM Journée Citoyenne

Avant de conclure je veux avoir une pensée pour les victimes et leurs proches, des attentats de Strasbourg et au-delà de toutes les victimes du fanatisme et de la barbarie qui règne malheureusement sur cette planète.

Plus joyeusement, je veux remercier le monde associatif, les membres de l'OMSAL, qui fédère tant de bénévoles, permettant des moments culturels et festifs. Félicitations à ces femmes et ces hommes qui s'engagent.

Mais aussi les fonctionnaires de notre mairie, dirigée par Philippe Koenig, secondé sur le plan technique par Patrice Willemann, pour leur action infatigable pour le bien-être de la collectivité.

Voilà, vous êtes épuisés de m'entendre, aussi vais-je passer à l'essentiel. Une nouvelle année n'est pas un recommencement, c'est une incitation à toujours faire mieux, à se remettre en cause.

Permettez-moi, avec l'ensemble du conseil municipal, de vous souhaiter une bonne année en pleine santé, celle qui vous permettra d'accomplir tous vos désirs. Je vous présente mes vœux les plus chaleureux, de multiples petits bonheurs auprès des vôtres, et toutes ces choses qui peuvent vous rendre la vie agréable.